

Des locaux fonctionnels pour les centres de lutte antipollution de Douala, Limbé et Kribi

La réception des travaux d'aménagement de ces centres, par une délégation CPSP/SNH, a eu lieu respectivement les 6, 7, et 8 mars 2012.

Les travaux d'aménagement des locaux, divisés en trois lots distincts, comprenaient le gros œuvre et la fourniture du mobilier de bureau et de matériel informatique.

Il convient de noter que les centres de lutte antipollution de Douala, Limbé et Kribi, qui sont logés au sein des bases navales de ces localités, constituent le premier pas de la mise en place des infrastructures nécessaires à l'opérationnalisation du Plan National de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures (PNLDAH).



Vues des locaux du centre de lutte antipollution de Douala

La SNH, le CPSP et l'Administration veulent prévenir la pollution marine due aux eaux de ballast et sédiments

Une réunion de concertation tenue à cet effet le 10 février 2012 a regroupé les représentants des Ministères de l'Eau et de l'Energie, de la Défense, de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, du Transport et de la SNH (comprenant le CPSP et le Comité National APPA pour le Cameroun (CNAPPA)).

A la suite de cette réunion, une séance de travail SNH/MINT/MINREX s'est tenue en vue d'accélérer le processus d'adhésion du Cameroun à la Convention Internationale sur le Contrôle et la Gestion des Eaux de Ballast et Sédiments des Navires.

Dans cette optique, une délégation camerounaise dont fera partie la SNH participera à la Conférence internationale sur les solutions techniques développées pour le contrôle et le traitement des eaux de ballast prévue les 24 et 25 avril 2012 à Londres-Angleterre, sous l'égide de l'Organisation Maritime Mondiale (OMI).



Le déballastage des navires, source potentielle de pollution des eaux marines

LE MOT DU PRÉSIDENT

Des défis et des avancées

En cette année 2012, le CPSP n'entend ménager aucun effort pour faire aboutir les différents chantiers sur lesquels il est engagé.

D'abord, celui de la révision du taux du droit de transit perçu par l'Etat sur le transport du pétrole brut tchadien provenant des champs de Doba.

Les discussions avec COTCO laissent désormais apparaître une volonté commune de parvenir à un dénouement équitable; reste à convaincre la République sœur du Tchad à soutenir cette démarche de l'Etat du Cameroun.

Ensuite, celui du transport des bruts émanant de nouveaux expéditeurs: un atelier tenu à Yaoundé le 30 mars dernier avec toutes les parties prenantes a permis d'apprécier la faisabilité du projet, les études y relatives étant concluantes. Les négociations vont se poursuivre pour finaliser le cadre contractuel du projet, en vue de son aboutissement au 31 décembre 2013.

Pour le CPSP, l'objectif sur ces deux chantiers est de permettre à notre pays de tirer un maximum de profit du Pipeline Tchad/Cameroun qui, en neuf ans et demi d'exploitation (03 octobre 2003 au 31 mars 2012), a rapporté à l'Etat 174,90 millions de dollars US.

Bien entendu, le CPSP reste mobilisé sur les deux autres chantiers nationaux qui l'interpellent, à savoir: l'opérationnalisation, résolument engagée, du Plan National de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures (PNLDAH); et le suivi du projet du gazoduc visant l'approvisionnement en gaz de la centrale thermique à gaz de Kribi, long de 18 km, et dont le démarrage des travaux de construction est imminent.

En tout état de cause, le CPSP continuera d'apporter la preuve de sa longue et riche expérience du suivi des grands projets d'infrastructures dans le domaine des Hydrocarbures.

Adolphe MOUDIKI
Administrateur-Directeur Général de la SNH
Président du CPSP

La Lettre du CPSP

Organe de liaison des administrations camerounaises impliquées dans le suivi du Pipeline Tchad/Cameroun

N°30 – Avril 2012

Les membres du Comité de Suivi du CPSP sur le terrain

Ils ont visité la Station de Réduction de Pression (PRS) et la vanne de sectionnement N°46 du Pipeline à Kribi, du 16 au 18 mars.

Ces membres, auxquels s'étaient joints ceux de la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du CPSP, étaient accompagnés du Préfet du département de l'Océan et de plusieurs autres responsables locaux. Après l'accueil, le samedi 17 mars à 9 h 30 à la PRS par le Directeur Général de COTCO, la

délégation a eu droit à une présentation des activités de COTCO et du Pipeline Tchad-Cameroun.

L'essentiel des questions et préoccupations soulevées par les participants à l'issue de cette présentation a porté sur la sécurité du Pipeline; la révision



Un responsable de COTCO présentant la PRS à la délégation du CPSP

Les chiffres du Pipeline Tchad/Cameroun (du 3 octobre 2003 au 31 mars 2012)

- Nombre d'enlèvements: 472
- Quantité enlevée: 426,58 millions de barils
- Montant du droit de transit généré : 174,90 millions de \$US

du taux actuel du Droit de Transit ; le traitement des déchets dans le cadre de l'exploitation du Pipeline; la coexistence harmonieuse entre les populations et cet ouvrage dans la ville de Kribi au regard de l'accélération de l'urbanisation; et la signalisation le long de l'emprise pour rappeler l'existence de l'oléoduc.

Par la suite, la visite de la Vanne de Sectionnement N° 46 a fait l'objet d'une autre présentation de COTCO, suivie de questions notamment sur la sécurité, qui ont toutes reçu des réponses de

COTCO ainsi que des suggestions de la part des membres de la délégation.

Le voyage de Kribi, élargi aux représentants de certains organes de presse, a permis aux participants de faire un détour par le tracé du futur Gazoduc Bipaga – Mpolongwé, qui emprunte la voie d'accès au Centre de Traitement de Gaz.

Dans l'ensemble, les participants se sont dits satisfaits de cette visite instructive, qui leur a donné une idée concrète des activités suivies par le CPSP dans la zone de Kribi.

Pipeline Tchad-Cameroun

Adaptation du Pipeline au futur barrage hydroélectrique de Lom Pangar

Cap sur les travaux

Après plusieurs mois de discussions entre les différentes parties prenantes, le projet d'adaptation du Pipeline Tchad-Cameroun au futur barrage hydroélectrique de Lom Pangar peut à présent démarrer sur le terrain.

En effet, la cérémonie de paraphe du contrat entre la Cameroon Oil Transportation Company (COTCO) et la société italienne SICIM, chargée de la réalisation de ces travaux, a eu lieu le mercredi 4 avril 2012 à Yaoundé.

Auparavant, il y a eu l'étape du 17 février 2012 qui a

été marquée par la signature entre la République du Cameroun et COTCO, de l'Accord de Préfinancement desdits travaux et des documents attenants ci-après : le Protocole d'Accord entre Electricity Development Corporation (EDC) et COTCO ; l'Accord de Coopération entre le Ministère des Forêts et de la Faune et COTCO ; la Convention de Compte Séquestre ; et les Accords de Nantissement des comptes offshore et onshore.

Après le paraphe du contrat le 4 avril, toutes les conditions sont à présent réunies pour le bouclage des travaux avant la mise en eau du barrage prévue au mois de juillet 2014.



Paraphe du contrat par les DG de COTCO et SICIM, sous le regard du Secrétaire Permanent du CPSP

Atelier sur l'arrivée d'un nouvel expéditeur

Il s'est tenu le 30 mars dernier à Yaoundé et a regroupé la China National Petroleum Company Inc. Chad (CNPCIC), la Tchad Oil Transportation Company (TOTCO)/Cameroon Oil Transportation Company (COTCO), Esso Exploration Production Company Inc. d'une part, et le CPSP d'autre part. Y prenaient également part le Directeur de l'Exploration et de la Production ainsi que celui des Etudes Economiques, Juridiques et Fiscales au Ministère du Pétrole de la République du Tchad.

Cette rencontre a permis d'aborder des sujets tels que : les conclusions de l'étude technique de faisabilité de l'accès de la CNPCIC au Système de Transport ; la question des accords d'interconnexion/modification en vue du raccordement du pipeline de cette société aux Systèmes de Transport camerounais et tchadien; l'état d'avancement et le calendrier de ce projet de la CNPCIC ; la durabilité économique des Systèmes de Transport camerounais et tchadien ; et les sujets interpellant le soutien de la République du Cameroun, notamment en matière commerciale, contractuelle et de réglementation.

L'on retiendra au terme de cet atelier que les études techniques ont conclu à la faisabilité de ce projet, dont la mise en œuvre va nécessiter la signature des accords de modification et d'interconnexion au Tchad et au Cameroun.

Bilan social du Pipeline

Les concertations se poursuivent

Deux responsables du Bureau du Conseiller-Médiateur de la Société Financière Internationale (SFI) du Groupe Banque Mondiale, en anglais Compliance Advisor/Ombudsman (CAO), ont séjourné à Yaoundé le 16 janvier et les 18 et 19 mars 2012.

Le but de leur visite était d'échanger avec le CPSP, COTCO et les ONG, sur l'évolution du processus de règlement des différends liés aux plaintes introduites contre COTCO par des personnes physiques et quatre ONG camerounaises. Ces plaintes portent essentiellement sur des questions sanitaires, environnementales et les compensations liées au Pipeline Tchad-Cameroun. Il s'agissait aussi pour la délégation de CAO, de s'inspirer de l'expérience du CPSP dans la gestion des revendications similaires pendant la phase de construction du Pipeline.

Lors de cette visite, un atelier de renforcement des capacités dans le cadre du traitement des plaintes sus évoquées a été organisé par l'équipe du CAO, pour toutes les parties prenantes. Le CPSP y était représenté par deux membres de ses Unités de Terrain.

Par ailleurs, une réunion de la plateforme de coopération et de concertation COTCO/ CPSP/ONG s'est tenue le 22 mars dernier, dans le but de procéder entre autres à la revue des cas pendants de réclamations des riverains du Pipeline, et la stratégie de leur résolution. L'on en retiendra qu'aucun nouveau cas de réclamation n'a été enregistré.

Atelier de restitution de l'Etude d'Impact Environnemental et Social du projet de Gazoduc Bipaga-Mpolongwe

Organisé le 23 janvier 2012 par le CPSP à Kribi, cet atelier a regroupé les autorités administratives et municipales locales, les représentants des communautés concernées et le consultant chargé de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du projet de gazoduc précité.

Cette rencontre, consacrée à la restitution des conclusions du rapport provisoire de l'EIES, avait pour objectif de collecter les observations des participants locaux sur le contenu de ce rapport, en vue de sa finalisation par le consultant et sa transmission par la SNH au Ministère chargé de l'environnement, pour délivrance du certificat de conformité environnementale.

Il ressort du rapport provisoire de l'étude que le

tracé du gazoduc, qui est entièrement onshore, se situe dans le domaine public (voie d'accès Bipaga-Route Nationale Edéa-Kribi et Route Nationale Edéa-Kribi jusqu'à Mpolongwe). Ce qui n'induit pas, aux termes de la législation en vigueur en la matière, d'indemnisation liée à la perte de biens suite à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Par ailleurs, la sensibilisation des populations est la principale mesure d'atténuation prévue pour prévenir les problèmes sociaux (notamment la propagation du VIH-SIDA) liés à l'afflux des chercheurs d'emplois vers la zone du projet.

Enfin, à compétences égales, la priorité sera donnée aux chercheurs d'emplois locaux.